

Visite du Premier ministre dans la province du Haut-Ogooué

Il a plaidé pour une administration au service des usagers



Le Premier ministre Issoze Ngondet (micro) s'adressant à ses hôtes.



Une vue des responsables administratifs dans le Haut-Ogooué.

G. R. M
Moanda/Gabon

«Le contexte économique difficile que vit le Gabon ne doit pas nous faire oublier nos obligations vis-à-vis des populations et des opérateurs économiques qui nous sollicitent», a dit, en substance, samedi dernier, à la mairie de Moanda, Emmanuel Issoze Ngondet, à l'occasion de son échange avec les administratifs de certaines localités alto-ogouéennes.

S'IL y est allé pour rencontrer et rassurer les opérateurs économiques miniers de ce que le gouvernement les accompagnera toujours dans le développement de

leurs activités, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, n'en a pas moins consacré quelques moments aux administratifs de la province du Haut-Ogooué. Samedi dernier à l'Hôtel de ville de Moanda. L'échange de près d'une heure a porté essentiellement sur les questions de morale et de responsabilité de l'administration locale vis-à-vis des administrés. Dans ce sens, le chef du gouvernement a appelé à "une administration à l'écoute et au service des usagers". Autrement dit, une administration qui traduit les mesures de Libreville sans pour autant balayer du revers de la main les réalités locales qu'elle est d'ailleurs tenue de remonter à la hiérar-

chie. Le Premier ministre a insisté sur ce fait, au regard des défis que le gouvernement entend relever avec l'implication de l'administration déconcentrée. Allusion faite, dans un premier temps, à la relance et à la diversification de l'économie nationale. «Les stratégies retenues par le plan de relance économique consacrent le renforcement de l'efficacité de la dépense publique par une utilisation plus rationnelle des ressources budgétaires», a rappelé M. Issoze Ngondet. Non sans ajouter que «ces stratégies visent la relance de l'investissement privé et, in fine, la promotion d'une croissance durable et inclusive, capable de transformer en profondeur notre

économie et de faire reculer la pauvreté». Il a également fait allusion à l'amélioration du bien-être de nos compatriotes, évoquant notamment la poursuite des plans de réforme de la politique sociale et l'activation de nouveaux mécanismes de création d'emplois. Dans cette perspective, les plus hautes autorités du pays ont mis en place des nouvelles mesures fiscales qui se traduisent par l'introduction, dans la loi des Finances 2017, de la Contribution à la formation professionnelle (CFP) et de la Contribution spéciale de solidarité (CSS). La CFP est une contribution financière pour les organismes et structures dédiés à la mise en œuvre

des programmes de formation au Gabon. Elle vise à promouvoir la formation professionnelle et l'emploi des jeunes, afin de résoudre la sempiternelle question de l'adéquation formation-emploi. Quant à la CSS, c'est un nouvel instrument dont l'objectif est de garantir la pérennité de la couverture sanitaire et médicale en faveur des compatriotes économiquement faibles. Elle vient, ainsi, réaffirmer le principe de solidarité qui fonde l'assurance universelle, en répartissant la charge fiscale sur un plus grand nombre de contribuables. Cette contribution vient à la rescousse de l'ancien mécanisme de financement de ce secteur, qui reposait essentiellement

sur les opérateurs de la téléphonie mobile et dont les limites ne permettaient pas de mobiliser les fonds nécessaires pour une meilleure couverture de l'assurance maladie. L'administration locale de la province du Haut-Ogooué est attendue pour mettre en musique ces initiatives, en dépit de la difficile période que le Gabon traverse sur le plan économique. «Le Gabon vit un contexte économique difficile, mais cela ne doit pas nous faire oublier nos obligations vis-à-vis des populations et des opérateurs économiques qui nous sollicitent», a conclu Emmanuel Issoze Ngondet, qui a dit tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de travail des agents publics.

Décennie de la Femme

Chrystel Limbourg Iwenga à l'écoute de ses semblables



Chrystel Limbourg lors de son propos introductif.



Les femmes ont répondu à la rencontre citoyenne...



...initiée dans le cadre de la décennie de la femme.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

La déléguée nationale des femmes du Parti démocratique gabonais (UFPDG) a échangé, samedi dernier, à Okala dans la commune d'Okala, avec les communicatrices, artistes, commerçantes et autres femmes des associations. Une rencontre qui a permis à cette tranche de la société de dévoiler de manière claire ses préoccupations quotidiennes.

UNE rencontre entre les femmes gabonaises s'est tenue samedi dernier à Okala dans la commune

d'Okala, au nord de Libreville. Autour de Chrystel Limbourg Iwenga, elles ont partagé un déjeuner qui leur a permis d'échanger sur le thème : "Tout simplement femmes". Cette première rencontre citoyenne des femmes gabonaises était inscrite dans le cadre de la décennie de la femme décrétée, en 2015, à Makokou (Ogooué-Ivindo) par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Pour cette première sortie, étaient invitées, les communicatrices, artistes, commerçantes, femmes d'église. Un choix que justifie la présidente de la Coordination des femmes de la

majorité républicaine et sociale pour l'émergence (Cofemarse) : "Nous avons initié cette première rencontre et nous avons mis l'accent sur les premières voix des femmes. Pourquoi ce premier groupe ? Parce que nous avons pensé que ce sont elles qui sont quotidiennement au contact de tout ce qui fait notre vie". Ainsi, les femmes présentes ont saisi l'opportunité pour exposer une fois de plus, les préoccupations qui sont les leurs dans leur existence quotidienne. Notamment, les problèmes sociaux, économiques, administratifs, etc. En clair, chacune à son niveau n'a

pas manqué de décrier toutes les formes de violences dont elle est victimes. C'est fort de cela que l'oratrice, assistée de quelques experts sur les questions de la femme, a indiqué la conduite à tenir. Pour Chrystel Limbourg, par ailleurs présidente de "Dynamique pour la paix", la décennie décrétée par le président de la République apparaît comme une forme de reconnaissance de ce qu'elle représente. Mais aussi parce que, ajoute-t-elle, "il est temps que l'on puisse, en dix ans, ne plus avoir de voix discriminatoire envers la femme. Cela

veut dire qu'il faut qu'on fasse le maximum en dix ans pour que, ce qui gêne encore la femme dans son épanouissement multiple soit atténué, éradiqué". Dès lors, ladite rencontre a été perçue par la déléguée nationale de l'UFPDG comme un éveil de consciences afin qu'ensemble, les priorités des femmes soient recadrées. Ceci, en vue de les fédérer pour que "les problèmes relevés aient un écho favorable". D'où la proposition de la mise en place d'une plate-forme de travail pour coordonner toutes suggestions émises par les femmes. "C'est en ce sens que, aujourd'hui, nous

avons pensé qu'il était bon de poursuivre le travail commencé. Mais le poursuivre, pas dans un camp, dans une coloration politique, religieuse ou sectorielle. Mais, il est bon que nous puissions rassembler celles-là qui sont des maillons de ce travail à la chaîne", a mentionné Chrystel Limbourg. Rappelons que, l'année dernière, une caravane de la décennie de la femme avait sillonné l'ensemble du territoire national. Objectif, rencontrer et recenser les préoccupations des femmes gabonaises. Au terme de celle-ci, un rapport avait été remis au chef de l'Etat.